

INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET	
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: (ligne et poste budgétaire): 14.050200.01 – Territorial Programmes Coût total estimé: EUR 30 900 000 Montant total de la contribution du budget de l'UE EUR 30 900 000 dont EUR 30 900 000 pour l'appui budgétaire.
GESTION ET EXÉCUTION	
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Appui budgétaire Gestion directe par : Appui budgétaire - Contrat de performance de réforme sectorielle

1.2 Résumé de l'Action

L'objectif de l'action de l'UE est de contribuer à la transformation de la Nouvelle-Calédonie en une société juste et prospère, dotée d'une économie moderne, efficace dans l'utilisation des ressources et compétitive, caractérisée par la réduction d'émissions nettes de gaz à effet de serre et dans laquelle la croissance économique sera dissociée de l'utilisation des ressources. Pour ce faire, l'action viendra appuyer la mise en œuvre du Schéma pour la Transition énergétique de la Nouvelle-Calédonie (STENC). Cette orientation stratégique est conforme aux directives du nouvel instrument de programmation de l'UE qui limite les axes d'intervention d'un programme d'appui à un domaine de concentration prioritaire.

Les orientations stratégiques de la politique sectorielle du STENC portent sur le développement des énergies renouvelables dans l'objectif d'assurer le développement d'une énergie propre incluant les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et la contribution au renforcement des capacités industrielles et des compétences locales en vue d'un bénéfice partagé par toutes les strates de la société.

Cette politique sectorielle, adoptée en 2016 pour une période initiale de 5 années, fait actuellement l'objet d'une révision en vue d'accentuer l'autonomie énergétique du territoire et de favoriser la résilience des modes de production et de consommation. Cette nouvelle orientation politique a fait l'objet d'une communication publique en juin 2021 en direction des principales parties prenantes.

Les objectifs spécifiques et résultats de cette politique sectorielle sont :

- **OS1** : Verdir le secteur de l'industrie, et en particulier ceux de la métallurgie et de la mine, afin de faire de la Nouvelle-Calédonie un leader mondial du green nickel.
Les résultats liés à cet OS1 sont : i) l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix électrique de la mine et la métallurgie et ii) la diminution des émissions de gaz à effet de serre de la mine et la métallurgie.
- **OS2** : Développer la mobilité décarbonée.
Le résultat lié à OS2 est la diminution des émissions de gaz à effet de serre du transport routier.
- **OS3** : Accélérer la transition énergétique du territoire et de l'industrie calédonienne.
Les résultats liés à OS3 sont : i) l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments et ii) la diminution de la précarité énergétique.

Le Programme indicatif multi-annuel (PIM) de la Nouvelle-Calédonie pour la période 2021-27, visant à promouvoir un développement durable où la transition énergétique ferait figure d'axe moteur, est la base de la programmation de l'UE. La modalité d'aide choisie pour la mise en œuvre de ce programme est un appui budgétaire sectoriel. L'appui financier de l'UE est conforme à l'engagement pris par la communauté internationale à œuvrer pour l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD) retenus dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 des NU et des Accords de Paris. La transition énergétique, objet du présent appui budgétaire sectoriel, vise l'atteinte des quatre indicateurs des ODD relatifs à :

- i) L'accès à l'énergie propre et à un coût abordable (N°7) ;
- ii) Le développement de l'industrie, l'innovation et l'infrastructure (N°9) ;
- iii) Le développement de villes et de communautés durables (N°11) ;
- iv) La lutte contre les changements climatiques (N°13).

Ces critères font partie du champ de préoccupation des Accords de Paris et de l'engagement mondial d'accorder une haute priorité à la préservation de l'environnement et à la lutte contre les changements climatiques.